

## **MaPrimeRenov' : l'Etat est-il en train de lâcher les Français au pire moment ? - réactions**

Ce document rassemble des chiffres clés, contacts, et citations en réaction à l'annonce de la suspension de MaPrimeRenov'. Le communiqué de presse du collectif Rénovons est disponible [ICI](#).

**Le Collectif [Rénovons](#) dénonce la suspension de MaPrimeRenov' par l'Etat à un moment où la demande des ménages décolle, la filière se structure, et les vagues de chaleur s'intensifient.**

Pour **Damien Barbosa**, coordinateur du collectif Rénovons :

*“Une véritable politique publique de rénovation énergétique permettrait la création de dizaines de milliers d'emploi, et serait, à terme, un outil d'assainissement des finances publiques du fait, notamment, des économies réalisées sur les dépenses de santé aujourd'hui nécessaires pour faire face aux conséquences de l'habitation d'une passoire thermique.”*

*“Le gouvernement met des bâtons dans les roues de toute une filière qui a structuré son activité autour de la disponibilité des aides à la rénovation énergétique.”*

*“MaPrimeRénov a déjà permis à des dizaines de milliers de ménages de sortir de la précarité énergétique. La suspendre est un coup d'arrêt absurde à la dynamique de rénovation de l'Etat et un coup de massue pour la santé des ménages les plus précaires.”*

Pour **Duncan Gibbs**, senior advisor au Regulatory Assistance Project basé à Paris :

*“Fournir un soutien solide et prévisible pour le chauffage décarboné et la rénovation est une étape fondamentale dans la décarbonisation des bâtiments. En suspendant MaPrimeRénov' pendant la moitié de l'année, le gouvernement envoie de mauvais signaux au public et à l'industrie. Ces décisions menacent l'emploi et l'accessibilité financière, tout en repoussant à plus tard la réduction des émissions et de la pollution. Ces politiques devraient être une priorité du gouvernement en raison de tous les avantages qu'elles apportent, et non dans la ligne de mire des coupes budgétaires.”*

**Chiffres clés et sources :**

- 12 millions de Français sont en situation de précarité énergétique ([Journée contre la précarité énergétique](#)).
- Rénover les millions de passoires énergétiques du parc locatif privé et les logements classés DPE E permettrait de **prévenir le décès de près de 10 000 personnes** ([Ministère de la Transition Énergétique](#)).
- La rénovation de l'ensemble des passoires énergétiques d'ici 2028 permettrait d'éviter des coûts de santé de près de **10 milliards d'euros par an** ([France Stratégie](#)).
- La précarité énergétique a un **coût social et sanitaire élevé**. Un coût d'environ 7'500 € par an peut être attribué à chaque logement passoire en dépenses de santé, perte de bien-être et risque de décès ([France Stratégie](#)).
- 62% constatent une baisse sensible de leur facture énergétique après une rénovation globale ([UFC Que Choisir](#)).
- La précarité énergétique ne s'arrête pas après l'hiver : face à des vagues de chaleur plus intenses et plus fréquentes, de plus en plus de personnes font les frais de l'inadaptation, voire l'inhabitabilité de leur logement en été. Entre 2015 et 2020, les impacts sanitaires des canicules représentent autour de 22 ou de 37 milliards d'€ ([Santé Publique France](#)).

### Quelles conséquences pour la filière rénovation ?

Olivier Salleron, président de la FFB, [a réagi](#) sur FranceInfo à l'annonce de la suspension de MaPrimeRénov' : *"Cette suspension est totalement insupportable, incompréhensible, injustifiable et inqualifiable ! Elle met 100'000 salariés en danger ainsi que plusieurs milliers d'artisans. C'est une catastrophe !"*

### Chiffres clés et sources :

- En 2024, 7,34 Mds € de travaux ont été générés par les aides de l'Anah par la rénovation de l'habitat et 77 040 emplois créés ou préservés ([Anah](#)).
- Cette même année, l'"entretien-amélioration", qui comprend la rénovation énergétique, est le seul sous-secteur à progresser alors que le secteur du bâtiment dans son ensemble est en récession ([FFB](#)).
- En 2022, les emplois associés à la rénovation énergétique représentaient 192'870 emplois temps plein ([ADEME](#))